



Déclaration préalable au CSA-SD 29 du  
13 février 2024

Chaque année, en venant ici, je déplore le manque de moyens attribués à l'Ecole inclusive, les difficultés du remplacement, les inégalités scolaires, l'explosion des taches de direction, le manque de postes en RASED... Nombreux sont les chantiers qui, depuis de nombreuses années dégradent les conditions de travail des personnels, engendrent de la souffrance comme pour nos collègues confrontés à la gestion d'élèves hautement perturbateurs sans réel accompagnement !

Cette fois le projet de carte scolaire est, j'en ai peur, le pire que j'aie jamais vu au vu du nombre de postes supprimés, dans notre département comme dans beaucoup d'autres.

Nous nous interrogeons sur les objectifs de notre Ministère au vu des moyens attribués – ou plutôt retirés !- pour la rentrée 2024. La diminution du nombre d'élèves n'était-elle pas l'occasion d'améliorer les conditions d'enseignement et d'apprentissage des élèves, nous qui avons le triste record des classes les plus chargées d'Europe ? N'était-ce pas l'occasion d'améliorer le remplacement dans notre département ? Si vous n'êtes pas convaincus de la nécessité d'alléger les classes, pourquoi utiliser ce levier en ZEP ?

N'est-ce pas également l'occasion de donner aux enseignants les moyens et un cadre pédagogique permettant une meilleure mise en œuvre de l'inclusion. Cela nécessite une véritable formation continue, aujourd'hui asséchée du fait de l'absence d'une véritable brigade de remplacement présente et efficace. Cela passe également par l'ouverture de postes d'enseignant.es surnuméraires afin de donner aux personnels les moyens et un cadre pédagogique permettant une meilleure mise en œuvre de l'inclusion.

**Les choix politiques de nos différents gouvernements ne sont pas à la hauteur des enjeux de l'école.** A force de changer de cap, les politiques menées à l'Education Nationale, insuffisamment concertées, jamais vraiment évaluées, répondent principalement à une analyse comptable des moyens alloués ou à de possibles lubies personnelles, et sont vouées à l'échec.

En ce qui concerne le Finistère, et la carte scolaire, la rentrée de septembre 2024 serait marquée par une baisse démographique de 676 élèves dans les écoles publiques. La perte de 30 postes ne permettra pas de couvrir tous les besoins importants... Cela représente 67 fermetures, dont certaines ont lieu en Zone de Revitalisation Rurale. Comme le souligne le Sénat (qui n'est pas particulièrement favorable aux dépenses) : « Dans un contexte de fracture territoriale croissante, il est plus que jamais nécessaire de ne pas compromettre le soutien à la ruralité et d'afficher le volontarisme de l'État aux côtés des territoires. Nous l'affirmons haut et fort : on ne peut pas faire d'économies budgétaires sur le dos de la ruralité ! ».

Mais tous les indicateurs, choisis par l'administration, le montrent : le taux d'encadrement augmente avec un P/E qui passerait de 5.83 à 5.88 à la prochaine rentrée, le nombre d'élèves par classe baisse. Sans parler de comparaison à l'international, ce taux est inférieur au niveau national. Les pertes de postes accompagnent la baisse démographique mais de façon suffisamment subtile pour que ces outils mathématiques montrent un tableau dont le Ministère peut être fier, notamment pour sa communication dans les médias. Ainsi, si nous disposions de certaines données, nous pourrions inventer d'autres indicateurs que le P/E.

- le PP/E : nombre de projets personnalisés de réussite éducative pour 100 élèves
- Le HN/E : nombre d'heures d'AESH Notifiées pour 100 élèves

Il deviendrait alors évident de manière tout aussi objective et mathématique, que les classes sont de plus en plus complexes à gérer et que, pour chaque élève, le temps de suivi et d'individualisation est de plus en plus important. Nous osons vous rappeler que le nombre de fiches SST remplies par les enseignant·es du 1er degré du Finistère ne cesse d'augmenter. Ces difficultés ne seront pas ou très insuffisamment accompagnées dans les classes.

Les personnels qui font l'école au quotidien attendent des politiques cohérentes, respectueuses de leurs expertises professionnelles, de leurs conditions de travail et de leur qualité de vie.

Merci de votre attention.